

Je voudrais consigner au compte rendu quelques brefs extraits des délibérations du comité et, pour faciliter les communications culturelles, je vais le faire dans ma langue seconde.

[Français]

M. HAWKES: C'est exact. Mais vous êtes membre du Cabinet. Comme prétexte, vous dites qu'il n'y a pas d'argent et je vous dis qu'il y en a plein. On débourse 70 milliards de dollars, 80 milliards de dollars. C'est une question de priorité. Les membres de tous les partis qui siègent au Comité préféreraient que cet argent soit consacré aux organismes bénévoles. Ils préféreraient que ces argents soient consacrés aux hôpitaux plutôt qu'à l'achat de stations-service.

MME BÉGIN: Non. Je regrette. Je vous arrête immédiatement.

M. HAWKES: C'est à cet égard que le gouvernement se trompe.

MME BÉGIN: Pour moi, c'est la protection des emplois qui est l'élément clé et qui est prioritaire.

M. HAWKES: L'achat de stations-service constitue, donc, de la protection de l'emploi?

MME BÉGIN: Oui. Je regrette, mais le maintien en vie d'une société constitue de la protection d'emploi.

[Traduction]

C'est un extrait des témoignages entendus le 7 décembre dernier par le comité de la Santé, du bien-être social et des affaires sociales. Le ministre a affirmé au comité que le gouvernement avait pour priorité de créer des emplois ou de protéger ceux qui existent. Cela nous rappelle comment on a utilisé une société de la Couronne pour acheter des stations-service qui nous ont coûté 650 millions. Je veux parler des acquisitions faites par Petro-Canada auprès de la British Petroleum. Le ministre a déclaré que le gouvernement avait le choix entre acheter ces stations-service et fournir plus d'argent à l'intention des familles, des personnes du troisième âge et pour les frais médicaux. Elle a dit que le gouvernement avait agi ainsi pour protéger des emplois. A-t-on la preuve que les emplois du personnel des stations-service étaient en danger? Peut-on prouver que ces acquisitions de Petro-Canada vont effectivement protéger des emplois qui n'étaient même pas menacés? Vraiment, on a un sens curieux des priorités.

Jour après jour, pendant la période des questions, nous entendons le ministre des Finances affirmer que le gouvernement dépensera 1.8 milliards pour créer des emplois. J'estime que le gouvernement aurait pu consacrer ces 650 millions à cette fin au lieu d'acheter des stations-service. L'argent aurait pu servir à lancer des projets de création d'emplois, à augmenter les pensions ou les allocations familiales. Mais non le gouvernement est devenu propriétaire de stations-service au moment même où le déficit atteint 24 milliards. Ministre après ministre s'est levé à la Chambre pour nous dire que le gouvernement n'a pas l'argent qu'il faut pour faire ces choses qui sont socialement justes et équitables. Comment comprendre pareil entêtement aveugle?

Quelques jours après que le ministre eut affirmé cela au comité, j'ai distribué une feuille à tous les députés indiquant que l'an dernier Petro-Canada avait bénéficié d'une subvention cachée de 512 millions. Ces crédits ne figurent pas dans le budget principal des dépenses. On a remis cette somme à une société de la Couronne pour permettre à ses dirigeants de voyager en première classe et à ses employés d'occuper des bureaux luxueux avec moquettes et matériel assorti. Il y a suffisamment d'économies à réaliser sur cette société de la Couronne pour qu'on puisse se passer de ce bill. Le gouvernement n'aurait même pas à envisager de réduire les pensions des Canadiens âgés, parce qu'un contrôle adéquat de cette société

Sécurité de la vieillesse (N° 2)—Loi

de la Couronne fournirait les économies suffisantes au gouvernement.

● (1650)

Le vérificateur général nous a parlé de centaines d'autres sociétés de la Couronne qui échappent à tout contrôle. On peut trouver dans le budget principal un exemple clair et précis de subventions à ces sociétés de la Couronne; il s'agit de près de 2,000 millions. Cela n'empêche que nous discutons un projet de loi qui demande d'enlever quelques dollars aux retraités, de les priver de certaines possibilités de s'acheter des aliments nourrissants ou de s'offrir des distractions. On demande donc aux personnes âgées de se sacrifier, de combattre en première ligne. On limite son attention à des mesures qui vont faire économiser 100 millions par année au plus. Entre-temps, il y a 2,000 millions qui vont aux sociétés de la Couronne. Les façons de raisonner du gouvernement sont pénétrantes.

Au plan économique, le ministre plaide avec ardeur la nécessité pour les retraités d'être à l'avant-garde de la lutte contre l'inflation, de jouer les soldats de première ligne. Elle nous disait il y a vingt minutes que le taux d'inflation est de 9.8 p. 100. Nous sommes heureux de le voir baisser, mais le fait est qu'il baisse avant même que ce plafond des 6 et 5 p. 100 soit appliqué aux pensions, aux allocations familiales et aux autres prestations. Si l'inflation baisse, c'est qu'il y a un surplus d'argent et que les gens n'empruntent pas. Il ne se crée pas d'emplois, les gens n'achètent pas de voitures, de meubles ou de maisons. La confiance des consommateurs a disparu. Il y a un surplus de marchandises, et c'est ce qui fait que l'inflation ralentit. Comme l'inflation ralentit avant que les 6 et 5 p. 100 soient appliqués, pourquoi ne pas s'en passer? Pourquoi faut-il s'en prendre aux retraités et aux familles? L'argument du ministre suivant lequel il s'agit d'un élément nécessaire de la lutte contre l'inflation tombe de lui-même, puisqu'elle admet que l'inflation ralentit avant même qu'un seul de ces plafonds ait été adopté.

Quand nous aurons discuté le bill aujourd'hui et demain et que nous retournerons chez nous pour Noël, le gouvernement aura sûrement le temps de reconsidérer ces mesures pendant les vacances. Il suffit qu'il ne représente pas ce projet de loi et nous continuerons à accorder à ceux qui vivent près du seuil de la pauvreté la pleine indexation pour les pensions et les allocations familiales. Tous les députés doivent s'inquiéter du sort de ces personnes. Pour résoudre la majeure partie de leurs problèmes, il suffit que le gouvernement ne fasse rien et laisse ces mesures expirer au *Feuilleton*. Il n'a qu'à charger ses députés de l'arrière-ban et ses ministériels d'examiner les subventions de deux milliards de dollars accordées aux sociétés de la Couronne, la subvention cachée de 512 millions de dollars accordée à Petro-Canada qui ne figure pas dans les livres et de réviser également ses habitudes de dépenses. Cela lui permettra de trouver de grosses sommes d'argent dont il pourra se servir pour aider les citoyens qui en ont besoin. Il pourra reprendre cet argent à ceux qui le gaspillent et qui le dépensent à mauvais escient.

J'espère que le gouvernement et les libéraux de l'arrière-ban réexamineront leurs intentions au sujet de ces bills à la réunion du caucus de demain. Le gouvernement peut trouver cet argent ailleurs. Il n'a pas besoin d'aller le prendre dans les poches des retraités et des familles.